

LYCÉEN·NES ÉTUDIANT·ES

PARENTS

ENSEIGNANT·ES

LA SÉLECTION N'EST PAS LA SOLUTION !

PARTICIPEZ NOMBREUSES ET NOMBREUX À LA
GREVE DU JEUDI 19 AVRIL,
AUX RASSEMBLEMENTS ET AUX MANIFESTATIONS !

RdV à 10h30, à BOURGES, devant la GARE !

à 10h30, à VIERZON, FORUM REPUBLIQUE

à 10h30, à ST AMAND, PLACE DE LA REPUBLIQUE



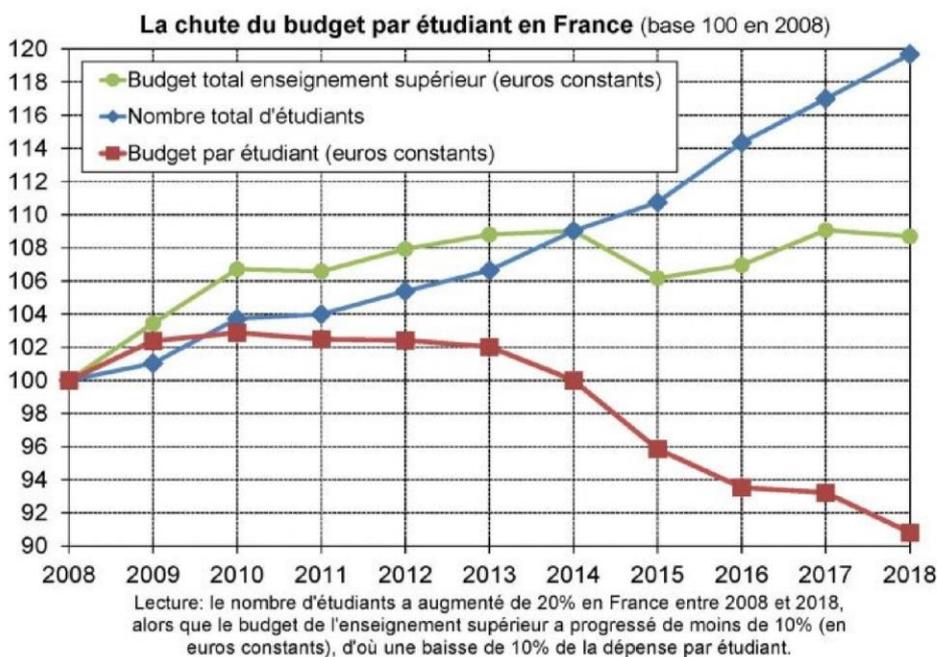
Car la nouvelle réforme c'est :

- Se fermer dès 15 ans des possibilités de formation dans le supérieur
- La sélection dans toutes les formations sous prétexte de supprimer le scandaleux tirage qui concernait seulement 1% des formations (STAPS)
- Le renforcement des injustices territoriales, du fait d'une véritable ségrégation **entre les lycéen·nes, étudiant·es, donc les familles, mais aussi entre les formations et les établissements.**

Les chiffres dont le ministère ne vous parle pas :

- RENTRÉE 2018 : **augmentation prévue de 40 000 étudiant.es** par rapport à la rentrée 2017
- RENTRÉE 2017 : **augmentation de 280 000 étudiant.es** par rapport à 2009
- ENTRE 2009 ET 2016 : **perte de 7 000 postes de titulaires dans les universités** (dont 774 postes d'enseignants-chercheurs entre 2014 et 2016)
- **800 000 étudiant.es avec une capacité d'accueil de seulement 654 000 places, cherchez l'erreur !**

Depuis au moins 10 ans, les moyens sont en-deçà des besoins liés à l'augmentation du nombre de bacheliers, dégradant les conditions d'accueil et d'études des étudiants.



NOS ORGANISATION SYNDICALES REAFFIRMENT :

- La nécessité de travailler tout au long du parcours au Lycée à une orientation choisie en concertation avec des Psychologues de l'Éducation Nationale (ex COPsy)
- Le maintien du baccalauréat comme diplôme national et premier grade universitaire, garantissant l'accès de tous les bacheliers, sur tout le territoire, à toutes les filières post-bac et établissements de leur choix.
- L'exigence d'ouvertures massives de places supplémentaires dans le supérieur et le refus de toute sélection à l'entrée à l'université.
- Le refus de l'instauration de blocs de « compétences » en lieu et place des diplômes et des qualifications.

Pour cela, nos organisations exigent l'abandon de la réforme Blanquer du bac, désavouée par le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la réforme Blanquer du Lycée, de la loi sur le premier cycle Post-Bac et du Plan Etudiant (Parcoursup).

